

Le Spectateur : journal fondé le 29 février 1848 sous le titre de l'Assemblée nationale

| . Le Spectateur : journal fondé le 29 février 1848 sous le titre de
| l'Assemblée nationale. 1857-11-11.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

ABONNEMENTS POUR PARIS.

Un mois.....	5 fr.
Trois mois.....	14
Six mois.....	26
Un an.....	50

CHACUN NUMÉRO : 20 CENTIMES.

Tout ce qui concerne l'Administration doit être adressé à l'Administrateur du journal.

Les annonces, réclames et avis divers sont reçus au bureau du journal.

Les lettres et paquets non affranchis sont expressément refusés.

Les Manuscrits déposés ne sont pas rendus.

LE SPECTATEUR

Journal FONDÉ LE 29 FEVRIER 1848, sous le TITRE de
L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

ABONNEMENTS POUR LES DÉPARTEMENTS.

Un mois.....	6
Trois mois.....	17
Six mois.....	33
Un an.....	64

Les abonnements d'ont de 1^{er} et 16 de chaque mois.

ON S'ABONNE :

Dans les Départements chez tous les Libraires Directeurs de Postes et Messageries.

A Londres, chez Ad. Brown et Co, 67, Newman street, Oxford street, W. Prix de Paris.

Le port en sus des prix de Paris pour les pays à surtaxe.



Paris, 10 novembre.

Une dépêche télégraphique nous a annoncé hier, dans la soirée, la formation d'un nouveau ministère en Belgique. Les noms, dont se compose cette liste définitive, sont, nos lecteurs le savent déjà, à peu de chose près, les mêmes que ceux qui figuraient sur celle qui nous était parvenue dans l'après-midi. Seulement, M. Rogier y est désigné comme ministre de l'intérieur et non des affaires étrangères; M. Teuch comme ministre de la justice. Le portefeuille des affaires étrangères a été donné à M. de Viétre, et il n'est plus question de M. Ortiz, ni de M. Vandenberghe, qui a été refusé, à ce qu'il paraît, le ministère des travaux publics.

Une nouvelle dépêche nous apprend que ces diverses nominations, sont confirmées par le Moniteur belge, qui a paru ce matin. M. Parvot, secrétaire général du ministère des travaux publics, est chargé par intérim de ce département.

Nous n'avons encore aucun détail sur la séance d'ouverture de la session des Chambres.

Cette nouvelle s'efface, en quelque sorte, devant celles que les journaux de Londres et de New-York nous apportent au sujet de la crise commerciale. Il paraît que la situation s'est améliorée en Amérique. Il nous arrive simultanément par l'Atlantic des nouvelles du 27 octobre, et d'autres du 28, par l'Asia. On trouvera plus loin le sommaire des uns et des autres : elles peuvent se résumer en deux mots : amélioration et soulagement.

A Londres, la dernière élévation du taux de l'escompte a produit moins d'effet que la nouvelle de la faillite d'une maison importante de Glasgow, arrivée dès samedi soir dans la Cité. Comme nos lecteurs le verront plus loin, on espère que les effets de cette catastrophe, où le passif ne s'élève pas à moins de 50,000,000 fr., se répartiront sur un assez grand nombre de places, et ne pèseront pas trop fortement sur aucune pour entraîner de nouveaux désastres. Il nous semble difficile que l'état des affaires de la maison dont il s'agit soit encore connu de façon à autoriser cette espérance ; toutefois nous ne voulons pas non plus nous faire prophètes de malheurs.

Il est impossible, d'ailleurs, que le taux auquel la Banque d'Angleterre se voit obligée de porter son escompte, ne pèse pas très-lourdement sur la suite des opérations dans lesquelles un grand nombre de maisons sont engagées. Tous les journaux anglais commencent à s'en préoccuper et demandent un autre remède.

Nous avons déjà annoncé que des députations des négociants de Glasgow et de Manchester allaient être envoyées à Londres, pour demander à lord Palmerston de prendre des mesures qui soient à la fois d'un effet plus sûr et moins onéreuses au commerce. Les principaux organes de la presse se sont déjà prononcés dans le même sens, et ont demandé au gouvernement de déroger à l'acte

qui, en 1844, a posé à la mise en circulation des banknotes une limite infranchissable. Les circonstances sont bien changées, dit-on, depuis que sir Robert Peel a proposé et fait adopter cette législation. Si quatorze millions et demi de livres sterling suffisaient alors, non-seulement à la circulation, dans son état normal, mais encore aux crises qui pouvaient être prévues, le chiffre de seize millions et demi n'aurait aujourd'hui rien d'exorbitant, à ne considérer même, et en dehors de tout événement extraordinaire, que l'extension et l'immense développement qu'a pris dans le monde entier le commerce de la Grande-Bretagne. Le Morning Advertiser, le Daily News, le Morning Chronicle, le Morning Post même tiennent à cet égard le même langage. Le Times seul nous a paru rester en dehors de cette discussion sur l'acte de 1844.

Les nouvelles d'Amérique sont, au point de vue politique, complètement dénuées d'intérêt.

Nous apprenons, par la voie de Madrid, que les Chambres portugaises ont été ouvertes le 4 novembre par commission ou délégation du Roi. Les pairs et les députés étaient en petit nombre.

Le discours royal d'ouverture qui a été lu par le président du conseil des ministres appelle particulièrement l'attention des Chambres sur la situation financière, et contient l'assurance que les besoins des services publics ne seront pas négligés.

La même correspondance annonce que la fièvre est heureusement à sa période de décroissance.

Les nouvelles relatives à l'Espagne sont sans intérêt. Après avoir longuement et compendieusement discuté les projets qu'on prêtait, tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, au nouveau cabinet, on paraît s'accorder à reconnaître qu'il ne peut plus être pris de résolution importante avant la délivrance de la Reine.

Une correspondance de Vienne parle des efforts faits depuis quelque temps pour rétablir, entre les trois grandes cours du Nord, « cette cordiale entente qui a pendant si longtemps contribué au repos de l'Europe. » Si il faut croire le correspondant à qui nous laissons toute la responsabilité de ses appréciations, l'œuvre serait en bon chemin, et l'accord établi sur la question des Principautés danubiennes serait le prélude d'une entente générale et plus étroite.

On écrit de Copenhague que le gouvernement danois a résolu d'attendre, dans une attitude purement passive, le résultat des délibérations de la Diète germanique. — Am. Pellier.

La Patrie a reçu et publié ce soir, en tête de ses colonnes, l'avertissement suivant :

Le ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur :

Vu l'article 32 du décret organique de la presse, du 17 février 1852 :

Vu l'article contenu dans le numéro du journal la Patrie, en date du 10 novembre 1857, commençant par ces mots : *La situation financière actuelle de la France*, et demandant, entre autres mesures, le cours forcé des billets de la Banque de France, ledit article signé Delamarre :

Considérant que cet article est de nature à propager des alarmes mal fondées, et à porter atteinte au crédit public ;

Arrête :

Un avertissement est donné au journal la Patrie, en la personne de M. Garat, gérant responsable, et M. Delamarre, signataire de l'article.

Télégraphie privée.

Londres, 10 novembre.

Dans le banquet qui vient d'avoir lieu à Guildhall, lord Palmerston a prononcé un discours. Il a dit, entre autres choses, qu'après la chute de Delhi, la tâche de l'Angleterre devient facile aux Indes. Bien qu'elle ait dirigé sur ce point une armée considérable, ses forces disponibles à l'intérieur n'étant pas diminuées, elles suffiraient au besoin pour repousser toute agression étrangère quelconque.

Lord Palmerston a rendu hommage au caractère et à la conduite de lord Canning, gouverneur général des Indes.

Nous recevons dans la soirée la dépêche télégraphique privée suivante :

Marseille, 10 novembre.

On écrit de Naples, le 7, que l'infante Amalia, épouse de l'infant don Sébastien, est morte le 6, à Pouzzoles, des suites d'une bronchite.

La grande duchesse de Toscane, sa sœur, et le comte de Trapani, qui étaient partis de Florence pour visiter l'illustre malade, seront arrivés trop tard.

Agence d. H. Havas.

On écrit de Vienne, 4 novembre :

L'entente qui s'est opérée d'une manière si inattendue dans la dernière quinzaine du mois dernier, entre l'Autriche et la Prusse, se confirme tous les jours. La Russie, toujours cauteleuse à l'endroit des déclarations officielles qui sortent de sa chancellerie, laisse supposer qu'elle fera cause commune avec notre cabinet. Nous sommes déjà loin de ces temps où le cabinet de Saint-Petersbourg saisisait avec prédilection toute occasion de manifester contre le nôtre ses anciennes rancunes que lui avait léguées l'empereur Nicolas lors de la guerre orientale.

Cy est, depuis la paix, l'idéal du roi Frédéric-Guillaume de Prusse, comme proche parent au même degré des deux empereurs, de ramener entre eux cette cordiale intimité, qui a pendant si longtemps puissamment contribué au repos de l'Europe.

C'est un fait désormais acquis qu'un rapprochement fort sensible, relativement à la question de l'organisation des principautés danubiennes, s'est accompli dans ces derniers temps entre les trois grandes puissances du Nord. L'Angleterre paraît n'avoir aucune intention de contrarier ces tendances de rapprochement mutuel. Son ambassadeur, sir Hamilton Seymour, est ici dans les meilleurs termes avec le comte de Buol, comme aussi avec le baron de Budeberg, le représentant de la Russie à notre cour, et l'on connaît trop bien les sentiments de M. de Brakhausen, le futur envoyé de Prusse à Vienne, pour ne pas être en droit d'espérer qu'il contribuera de tout son pouvoir à extirper les dernières traces de dissidence qui pourraient encore exister sur deux ou trois grandes questions européennes entre l'Autriche et la Russie. — Havas.

On écrit de Copenhague, 7 novembre :

On affirme que, dans le conseil d'Etat, composé chez nous de tous les ministres à portefeuille, et présidé par le Roi, au palais de Christianbourg, le gouvernement danois a pris la résolution de garder, en attendant le développement ultérieur des affaires, une attitude toute passive vis-à-vis de l'Allemagne, c'est-à-dire de s'abstenir de toute démarche officielle. On pense à Copenhague que la dernière note de notre ministre des affaires étrangères a clairement expliqué à l'Europe la véritable situation des choses dans les deux Duchés. Il est devenu évident pour tout Danois que les Etats du Holstein et du Lauenbourg, procédant par pure opposition systématique, rejettent désormais toutes les mesures d'entente et de conciliation que le gouvernement pourrait leur proposer pour le bien commun.

L'attitude passive du ministère, après avoir épuisé tous les moyens conciliatoires compatibles avec la dignité du royaume, est généralement approuvée à Copenhague. Le gouvernement, d'accord avec nos deux chambres assemblées, n'a à craindre de leur part aucune opposition sérieuse, tant qu'il défendra les droits du Roi, inséparables de ceux de la nation danoise; c'est dans ce sens que l'on accueille ici la nouvelle de la démarche faite par le cabinet de Berlin, auprès de la Confédération germanique, en faveur de l'opposition dans les deux Duchés; c'est aussi dans un calme parfait que le Danemark regardera le développement des propositions qui pourront être faites à Francfort de la part de quelques autres gouvernements allemands et les résolutions comminatoires qui pourront sortir des délibérations de la Diète germanique. — Havas.

Revue des journaux.

Nous l'avons déjà fait remarquer plus d'une fois, le *Siccle* a une façon toute particulière d'analyser les articles qu'il a la prétention de réfuter. L'auteur même ne s'y reconnaît pas, et c'est précisément ce qui nous arrive ce matin, en lisant les quelques lignes que ce journal consacre à notre article d'hier sur la crise ministérielle en Belgique. Il n'y a que le *Siccle* pour avoir vu dans cet article une « sommation » par nous faite « au Roi, aux Chambres, aux ministres, à la Belgique » tout entière de plier la tête sous la domination cléricalle. A l'en croire, c'est le *Siccle* qui défend contre nous la Constitution belge, les droits de la majorité et ceux de la Couronne.

Ce journal s'appuie sur la victoire que vient de remporter le parti libéral dans les élections communales. Ce matin même, une voix qui ne saurait lui être suspecte, celle du *Journal des Débats*, lui rappelle que ce triomphe n'est pas aussi complet qu'on veut bien le dire, et que les petites villes, les campagnes, qui méritent sans doute aussi d'être comptées, ont voté dans un sens opposé à l'opinion des grandes villes. Ces diverses fractions du corps électoral fonctionnent séparément quand il s'agit de constituer des conseils communaux, des municipalités ; mais, pour nommer des sénateurs ou des représentants, elles se confondent, et il peut arriver alors que la majorité, qui est la véritable majorité du pays, soit toute différente. Nous demandons l'égalité entre elles, la liberté pour les unes comme pour les autres. Le *Siccle*, au contraire, — sans s'en douter peut-être, mais, à vrai dire, nous ne lui croyons pas tant d'innocence, — demande pour les grandes villes, c'est-à-dire pour la minorité, le droit d'établir et de fixer leur suprématie sur les campagnes et les

villes moins importantes. Nous persistons à croire que c'est là le plus grand danger qu'ait encore couru la Belgique depuis qu'elle a été déclarée indépendante.

La Presse s'occupe, à son tour, des dispositions de la loi de 1807 relatives à l'intérêt de l'argent ; et la question lui paraît pouvoir être ramenée à des termes fort simples :

Toutes les discussions qui ont lieu aujourd'hui sur la loi de 1807, et dans lesquelles on fait intervenir un luxe d'arguments empruntés aux aphorismes les plus contestés de l'économie politique officielle sont tout bonnement oiseuses. La question qu'il y a à résoudre est celle-ci : Comment s'y prendre pour que tout à la fois le crédit soit à bon marché, et que l'argent soit payé le prix qu'il demande ?

La solution de cette question a été présentée plusieurs fois et sous différentes formes. Elle consiste dans une extension toujours plus grande donnée à l'usage des valeurs de crédit. Or, il n'y a qu'une façon de répandre l'usage de ces valeurs, c'est de les offrir aux commerçants avec des avantages tels qu'ils préfèrent dans leurs opérations la liquidation par cet intermédiaire au moyen plus coûteux de l'argent.

Si cette solution, ou toute autre analogue, était mise en pratique, il n'y aurait aucun inconvénient à abolir les prescriptions de la loi de 1807. En effet, le public ayant à sa disposition une monnaie qui pour- rait lui être livrée à bon marché, puisqu'elle aurait pour gage la garantie publique dans les cas extrêmes, le retour de la cherté, en ce qui concerne la circulation et le crédit, se trouverait conjuré, et le but poursuivi par les auteurs des lois contre l'usure se trouverait atteint. Le taux auquel l'argent se li- vrerait serait sans importance, puisqu'il aurait cessé d'être d'un usage aussi général. Enfin, les nations commerçantes, cherchant de moins en moins à attirer les métaux précieux chez elles, les compétitions dont nous sommes les témoins cesseraient, et il serait permis d'espérer de voir la fin de ces crises moné- taires et commerciales qui, à la tournure que prennent les choses, menacent de devenir organiques et constitutionnelles. — Alfred Darimon.

Le Constitutionnel s'occupe des mesures prises par l'administration pour assurer la répression des fraudes qui se commettent dans la vente des denrées alimentaires, et il stimule de nouveau le zèle des agents chargés de cette surveillance.

S'attachant spécialement au commerce des vins et autres boissons, le Constitutionnel signale à ses lecteurs quelques-unes des ruses les plus générale- ment employées pour tromper sur la qualité et la quantité de la marchandise vendue ; il indique ensuite les mesures qui pourraient être appliquées pour les prévenir, et qui, dit-il, n'imposeraient au commerce aucune entrave dont il put avoir à se plaindre. Nous ne suivrons pas le Constitutionnel dans les détails où il se croit en droit d'entrer ; nous nous bornerons au seul passage de son article qui semble indiquer un projet mis tout au moins à l'étude :

Il est question de ramener à une capacité normale de 100, de 200 et de 300 litres, les fûts dans lesquels la contenance varie indéfiniment dans chaque pays. Ainsi, la Bourgogne expédie des fûts de 120 à 130 litres ; Bordeaux emploie des barriques ou des tonneaux de 210 à 225 litres ; la bière se vend dans le Nord dans des rondelles, et l'eau-de-vie du Midi est contenue dans des pipes. Puis, si l'on veut connaître les divisions de ces mesures, on ne trouve pas encore des litres, mais des bouteilles de toutes formes, des pots, des verres, des chopas. La loi de 1837 a triomphé de l'usage, dans le commerce qui mesure au mètre et au poids, mais elle a dû céder aux anciennes coutumes pour la vente en gros des liquides.

Du moment que toutes les fûts seront jaugées uniformément et marquées de leur véritable contenance, en mesure métrique et par les soins de l'administration des poids et mesures, dont les agents sont assez nombreux pour faire ce nouveau service,

FEUILLETON DU SPECTATEUR

DU 11 NOVEMBRE 1857.

LES ÉTUDIANTS

DE

HEIDELBERG

TROISIÈME VOLUME.

Monsieur.

VII.

Revenons à Frantz.

Nous avons vu le jeune homme sortir de la tente de Monsieur, muni de la lettre que Son Altesse Royale écrivait à sa femme, et de la bague fleur-de-lysée qui devait lui servir de talisman.

Frantz se dirigea vers la tente de Gaston de Lardy, où était couché Melchior.

Le page et le gros étudiant dormaient tous les deux. Seulement le premier était en proie à un sommeil naturel et ordinaire, et Frantz n'eut qu'à appeler à mi-voix pour l'éveiller.

Melchior, au contraire, dormait en homme qui eût une quantité prodigieuse de vins de toutes sortes.

Il avait si bien entremêlé, la veille, les vins de France et les vins d'Espagne, le malaga et le bordeaux, le champagne et le xérès, que le page et Frantz eurent une rude besogne pour lui faire ouvrir les yeux.

La reproduction est permise en se conformant aux statuts de la société des Gens de Lettres.

Voir les numéros des 17 juin au 7 novembre.

D'abord Melchior poussa de profonds et lamen- tables soupirs.

Ensuite il ouvrit un œil et le referma ; puis il les ouvrit tous les deux, et apercevant Frantz et Gaston, il leur demanda à boire.

— Debout, ivrogne, disait le page.

— J'ai soif ! répéta Melchior en se dressant en- fin sur son séant.

— Eh bien ! dit Gaston, levez-vous et je vous indiquerai la première cave du monde.

En même temps, Gaston de Lardy soulevait un des rideaux de sa tente, livrant ainsi passage à une bouffée d'air frais du matin, qui vint fouetter le visage de l'étudiant.

Melchior s'éveilla tout à fait :

— Vraiment ? dit-il, vous m'indiquerez la pre- mière cave du monde ?

— Oui, certes !

— Et j'y pourrai boire ?

— A discrétion.

— C'est bien ! je me lève, en ce cas.

Et Melchior dégrisé sauta en bas de son lit de camp.

— Habillez-vous, dit Gaston.

En un tour de main, Melchior se trouva vêtu et il posa crânement son front sur sa tête.

— C'est singulier, dit-il en faisant quelques pas dans sa tente, pour bien s'assurer qu'il n'y a li- bre usage de ses jambes et ne trébuchaient plus en marchant, — c'est singulier comme vos vins de France montent à la tête...

— Il est de fait, répondit Gaston, que vous étiez assez gris, hier.

— Peuh ! fit négligemment Melchior, il en est est du vin comme des chevaux. Quand on monte un cheval neuf et dont on ignore les vices, si bon écuyer que l'on soit, on est sujet à se laisser désarçonner...

— C'est vrai, dit sentencieusement Gaston.

— Donnez-moi huit jours, continua Melchior, et vous verrez que je suis de taille à vider toutes les caves de France sans sourcilier.

— J'en suis convaincu d'avance.

Melchior passa son boudoir, y ajusta son épée, mit un poing sur la hanche et regarda Gaston de Lardy :

— Eh bien ! dit-il, et cette cave, où est-elle ?

— Elle est un peu loin...

— N'importe ! j'ai un bon cheval... et puis, à la rigueur, nous boirons un coup en route.

— Vous en boirez plus d'un même, car vous avez cent lieues à faire pour l'aller trouver.

— Cent lieues !

— Mon Dieu ! oui.

— Et où est-elle donc ?

— A Paris, chez le Roi de France.

— Nous allons donc à Paris ?

— Non pas moi, mais vous.

— Seul ?

— Avec votre ami.

Et Gaston désigna Frantz du doigt.

— Quand partons-nous ? demanda Melchior.

— Sur-le-champ.

Gaston conduisit les gentilshommes aux premiè- res palissades du camp et les mit à cheval.

— Adieu, leur dit-il, en secouant affectueuse- ment la main de Frantz.

Frantz et Melchior partirent au galop.

Quand ils eurent fait un quart de lieue environ et qu'ils eurent perdu de vue les banderolles et les flammes du camp, Melchior, qui n'avait point encore desserré les dents, se tourna à demi sur sa selle et regarda Frantz.

— Ah ça ! monsieur mon neveu, dit-il, m'expli- querez-vous...

— Quoi ? demanda Frantz.

— Pourquoi arrivés hier au camp, nous en re- partons ce matin ?

— C'est bien simple, mon oncle, le duc d'Or- léans m'a chargé d'une mission pour sa femme.

— C'est-à-dire la Palatine...

— Oui, murmura Frantz en rougissant.

Le nom de la Palatine jeté au travers de la con- versation fut un trait de lumière pour Melchior. Il se frotta le front.

— Je me souviens, dit-il.

Et, en effet, il se remémora parfaitement le but de leur départ d'Orsay, les instructions secrètes du roi des étudiants, et jusqu'à ce passage de la lettre de recommandation de Rudi, où le page priait le duc d'Orléans d'envoyer Frantz à Paris.

Mais il se souvint aussi que Otto Ritzer leur avait enjoint, à Karl et à lui, de se garder de Frantz comme d'un ennemi, sa loyauté chevaleresque et la jeunesse du rejeton des Palatins pouvant être, chaque minute, un obstacle sérieux à l'accomplis- sement de leurs projets.

Et comme Melchior, lorsque les fumées de l'ivresse se dissipèrent, et qu'il n'était plus qu'entre deux vins, avait une intelligence bien supérieure à celle du chevalier Karl, il devina sur-le-champ que Frantz devait avoir accepté le message du duc d'Orléans sans autre arrière-pensée que le désir ardent de revoir Mme la Palatine. Seulement Melchior ignorait complètement ce qui s'était passé.

En homme avisé, l'étudiant se promit d'appren- dre beaucoup sans questionner trop.

— En sorte, dit-il, que nous allons à Paris ?

— Oui, répondit Frantz.

— Y resterons-nous ?

— Je ne sais pas... cela dépendra de Mme la duchesse d'Orléans.

— Et Karl ?

— Karl demeure auprès de S. A. R.

Alors Frantz, qui avait la naïve confiance de la jeunesse, raconta à son oncle dans tous les détails la scène de la nuit.

— L'imbécile ! pensa Melchior, voilà pourtant comment on perd une cause... il ne faut jamais se hâter.

Et Melchior comprit sur-le-champ qu'il était nécessaire d'enlever à Frantz tout soupçon pour l'avenir, et il témoigna une vive indignation de la conduite du chevalier Karl.

— Il faut lui pardonner, dit-il, il était certaine- ment gris.

Frantz hochait négativement la tête.

Mais Melchior ajouta :

— Il ne faut pas, monsieur mon neveu, croire

à la ressemblance des ivresses. Il est des gens qui, comme moi, ont le vin gai... Il en est d'autres qui ont le vin morose...

Karl est du nombre, il aura eu un moment de sombre humeur, il n'aura pu voir, sans colère, l'homme qui nous a volé la Pala- tine, dormir paisiblement...

— Mon oncle, interrompit Frantz, jamais ! je n'essayerai de reconnaître mon bonheur par un crime.

— Vous parlez d'or, mon neveu, cependant...

Et dans ce dernier mot, il y eut un poème de réticences.

— Cependant ? demanda Frantz qui tressaillait.

— Cependant, il est un proverbe qui dit : « Aide toi, le ciel t'aidera. »

— Que voulez-vous dire, mon oncle ?

— Que si vous régniez, comme moi, à vous débarrasser d'un odieux rival par un crime, — du moins si le hasard...

Frantz tressaillait et regarda Melchior avec in- quiétude.

— Si le hasard, poursuivit, Melchior voulait que S. A. R. allât rejoindre ses aïeux... Mon Dieu ! cela s'est vu souvent qu'un prince jeune et brave comme lui...

— Mon oncle !

— Trouvât la mort dans une bataille... la pre- mière balle... le premier boulet...

Frantz écoutait, la sueur au front...

Melchior continua :

— Il est évident que si la Palatine devenait veuve...

— Mon oncle, murmura Frantz avec angoisse... Vous me faites mourir...

— Tout serait remis en question, acheva le gros Melchior avec une indifférence parfaite.

Frantz éprouva une sensation indéfinissable. Un moment les derniers jours écoulés s'effacèrent de son souvenir ; il se reporta, par la pensée, à deux mois de distance, à cette époque où brûlait d'am

le désordre qui règne dans les opérations du commerce des vins disparaitra avec la fraude que ce désordre protège. Le consommateur saura ce qu'il achète, la justice, mieux éclairée, n'hésitera pas à punir. Les dispositions de la loi de 1837 sont, d'ailleurs, très-simples, et en prescrivant de donner pour étalon la mesure graduée de 20 en 20 litres, le législateur a rendu facile la construction de fûts d'une contenance exacte. Le temps fera bientôt oublier et disparaître les anciennes dénominations, dont il est, du reste, défendu de se servir.

Nous le répétons, le commerce honnête, quelles que soient la sévérité et la minutie des moyens adoptés par l'administration, devra souscrire à toutes ses décisions. — Ernest Dréolle.

Nous ne voyons rien à signaler dans les autres journaux. — A. Letellier.

Crise financière en Angleterre.

Le Times annonce en ces termes la faillite de la maison Dennistown et C^o de Glasgow :

Samedi, à une heure de l'après-midi, on a annoncé une suspension de paiements qui a excité beaucoup de regrets. La maison de commerce qui a suspendu est celle de MM. Dennistown et C^o, l'une des plus importantes maisons d'Angleterre en relation avec le commerce américain. On craint que le passif ne soit pas au-dessous de 2,000,000 de liv. sterl. (50 millions de francs). Les obligations étant très-divisées, on peut néanmoins espérer que la catastrophe ne pèsera pas assez fortement sur une place particulière pour amener de plus grands désastres.

MM. Dennistown ont des maisons à New-York et à la Nouvelle-Orléans, et la cessation presque complète des envois de fonds de ces places a rendu inévitable leur suspension. La maison principale est à Glasgow, où elle existait depuis plus de soixante-dix ans, et elle a des succursales à Liverpool et à Londres. A Melbourne, en Australie, elle a pour correspondants MM. Dennistown frères et C^o; mais, heureusement, cette dernière maison ne sera pas compromise. La fortune particulière des associés en biens immeubles et en autres propriétés est connue pour être considérable, et il semble à peine possible que, même dans les circonstances les plus défavorables, leurs embarras soient autres que purement passagers. Bientôt on ait épuisé de l'inquiétude à leur égard depuis quelques semaines, on n'a jamais donné un seul instant de leur honnêteté, et on se montra de tous côtés disposé à favoriser tout arrangement qui serait de nature à hâter la possibilité d'une complète reprise des affaires. Voici la circulaire qui a été publiée :

7 novembre.

« Nous avons le pénible devoir de vous informer que nous établissons dans ce pays, sont obligés, par la suspension presque complète des envois de fonds ordinaires des Etats-Unis, de vous demander, ainsi qu'aux autres créanciers de leur accorder du temps pour le paiement de leurs dettes. Cette nécessité a été causée depuis si peu de temps par la crise monétaire d'Amérique, que nous ne pouvons dire pour le moment, quel est le délai dont nous avons besoin, mais en attendant de nous adresser à vous, nous remettons nos livres aux mains de comptables bien connus à Londres et à Glasgow, afin de préparer un exposé complet de la situation de nos affaires, et nous nous proposons de convoquer une réunion de nos créanciers à Londres, le plus tôt possible. Nous espérons alors pouvoir vous soumettre des propositions qui recevront votre approbation.

« Nos maisons de Dennistown, Wood et C^o de New-York, et J. Dennistown et C^o de la Nouvelle-Orléans, sont identiques avec les maisons d'Angleterre, mais la maison de Dennistown frères et C^o, de Melbourne, est un établissement distinct.

Nous sommes, etc.

J. et A. DENNISTOWN, de Glasgow.

ALEXANDRE DENNISTOWN et C^o, de Londres.

Aujourd'hui, les demandes d'escompte à la Banque ont été de nouveau très-nombreuses. On pense qu'à la dernière réunion on a discuté la question de savoir si l'élévation du taux d'escompte ne serait pas de 10 pour cent au lieu de 9, et il est maintenant évident qu'il y aurait un avantage à porter la hausse jusque là. Pour toutes les mesures sur lesquelles on pourrait prendre une décision, il est à espérer que l'ancien plan, qui consiste à attendre la réunion régulière de jeudi, ne sera pas remis sur le tapis.

Nouvelles d'Amérique.

L'Atlantic apporte des nouvelles de New-York du 27 octobre :

Les nouvelles apportées le 25 à New-York par le Baltic, quoique contradictoires, ont eu généralement un salutaire effet.

Le relevé hebdomadaire des Banques de la ville de New-York indique une amélioration de plus de deux millions espèces, et une nouvelle contraction d'emprunts de plus d'un million : il en est résulté une meilleure impression à la Bourse ; les fonds avaient monté de 1 à 3 3/4, au 26, et ils avaient fermé avec tendance à la hausse. Les changes étaient nominaux et non cotés. Les nouvelles politiques étaient sans importance.

Voici le résultat du relevé hebdomadaire des banques de New-York au 26 :

Diminution du capital, 300,000 dollars.

Diminution des emprunts, 1,269,339 dollars.

Augmentation dans les espèces, 2,168,125 d.

Augmentation dans les dépôts, 5,448,608 d.

Diminution dans la circulation, 1,202,702 dollars.

(Standard.)

L'Asia apporte des nouvelles de New-York du 28. Elle avait à bord 98,274 dollars et 228 liv. st. Le New-York Courier and Enquirer, du 28, dit que la demande de traites sur l'Europe, hier et aujourd'hui, est de peu d'importance. Les taux sont favorables à ceux qui font les envois. Mais l'extrême rareté de l'argent empêche beaucoup de monde d'acheter. Les dettes de nos marchands vis-à-vis de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne, sont nécessairement différées et l'on attend des envois considérables d'or ici. Les traites des banquiers, à soixante jours, sur Londres, sont à 105 et à 106. De bonnes traites de commerce des villes du sud, signatures bien connues, sont librement offertes à 100, ce qui équivaut à 9 1/4 d'escompte. On s'attend ici à quelque soulagement d'après les envois de fonds d'Angleterre. (Globe.)

L'agriculture et la population.

M. Léonce de Lavergne vient de réunir divers articles publiés depuis deux ans dans la Revue des Deux-Mondes, en un volume qui sera le digne pendant du travail sur l'économie rurale en Angleterre, dont nous avons constaté ici même le légitime succès. Le livre sur l'Agriculture et la population (1) en France se distingue, non-seulement par l'éminente qualité que possède son auteur de rendre attrayantes et faciles pour tous les matières les plus ardues et les plus spéciales, mais il témoigne à chaque ligne d'un très-vif intérêt pour les masses, dans le sens le plus exact du mot, et d'un patriotisme sincère.

Quand certains écrivains cherchent avec tant de bruit et si peu de résultat à améliorer le sort des classes nécessiteuses, ce n'est point dans des combinaisons économiques, dont le moindre défaut est de n'avoir pas subi le contrôle de l'expérience, encore moins dans des projets de réforme sociale mis en avant avec quelles prétentions, et couronnés de quels succès, on le sait, que M. Léonce de Lavergne a poursuivi l'étude d'un problème dont il semble que la tâche principale de notre siècle soit d'analyser les éléments et de préparer la solution : il a été droit au cœur de la question, et il a préféré la voie la plus droite et par conséquent la plus courte. Comment appeler les pauvres, les déshérités, comme on le dit dans une phraseologie regrettable, au partage, non pas même de tous les biens de ce monde, mais des nécessités les plus indispensables à la vie de chaque jour ; comment rendre le pain moins cher, la viande plus abondante, le vin moins rare pour ces populations ouvrières et agricoles, dont on s'occupe plus pour les irriter que pour les satisfaire et dont on songe moins à contenter les besoins qu'à exploiter les passions ; comment, en un mot, aborder la question de la consommation ? En la réglant, en la disciplinant dans des formules philosophiques et sociales, on en la surexcitant par des entreprises disproportionnées et des encouragements factices ? Vains efforts qui rendraient les appétits plus vifs sans accroître la somme des objets destinés à les apaiser. Aussi ce n'est point à la consommation elle-même que M. de Lavergne s'est adressé tout d'abord, mais bien à la production, certain que si la production pouvait multiplier ses fruits, loin de s'avilir entre les mains de leurs possesseurs, les richesses produites éleveraient des demandes de plus en plus nombreuses, et créeraient de nouvelles et abondantes sources de travail. C'est le pain, la viande et le vin qui font vivre ; ce sont eux aussi qui font travailler et enrichissent, qui rendent les hommes non seulement forts, mais capables de toutes les jouissances physiques et morales, propres à tous les efforts, à toutes les vertus. Aussi M. de Lavergne qui sait ce que valent ces laborieuses des champs, ces ouvriers des villes devenus, quand il le faut, de si héroïques soldats, qui compare le sort de nos populations rurales et de celles de l'Angleterre dont il a étudié l'agriculture supérieure par tant de points à la nôtre, a-t-il, dans une suite d'articles liés par la même pensée et tendant au même but, indiqué les moyens pratiques d'arriver aux mêmes chiffres de production que nos voisins d'outre-mer, d'accroître chez nous l'abondance du vin, de la viande et du pain, et de rendre sur notre sol plus étendu, tout aussi fertile et moins peuplé, la vie des classes

« On m'accuse, écrivait-il le 16 juin dernier au rédacteur de l'Assemblée nationale, d'avoir fait une œuvre de parti. On ne pouvait me faire de reproche que je m'eusse fait plus sensible. Je déteste l'exagération, l'esprit d'opposition, tous ces abus qui nous ont fait tant de mal et qui ont fini par ruiner en France la liberté de discussion. Nous dirons à notre tour : parce que l'on souffrait dans ses affections ou ses opinions politiques, méconnaître ce qui se fait à l'intérieur ou au dehors d'utile, de noble et de grand ; parce que la France a cessé à tour de rôle d'être impérialiste, royaliste ou républicaine, ne plus voir qu'elle est la France, se désintéresser de sa gloire, nier les biens qu'elle a opérés des régimes différents, se faire aveugle et sourd pour avoir le droit d'être hostile, c'est le plus ingrat et le plus triste des rôles, hors un seul toutefois qui consiste à confondre tous les actes des pouvoirs qui se succèdent dans une même admiration intéressée, et à prêter injustement à ses adversaires des coupables pensées et de mauvaises intentions.

BAILLEUX DE MARLY.

Chronique.

On écrit de Londres au Nord :

Finissons, si vous le voulez bien, par une anecdote qui fait depuis quelque temps fureur dans nos cercles. Il paraît que le voyage que l'héritier présomptif de la couronne britannique a fait récemment sur le Rhin n'a pas été sans accidents plaisants et déplaisants ; qu'on en juge par cette anecdote.

L'été dernier, le marquis de C... et sa fille explorent les bords du Rhin. Ils arrivèrent à la station correspondante avec le château de Johannisberg, qu'ils désiraient visiter. Ils descendirent en conséquence à cette station et s'acquiescent d'une voiture. Ils en trouvent deux ; un misérable cocher et un équipage d'une élégance remarquable dans sa simplicité. Ils choisissent celui-ci ; le cocher semble hésiter ; mais ses murmures étaient balbutiés en allemand, et le marquis de C... et sa fille croient comprendre qu'il consent à les prendre. Ils montent en voiture, et le

marquis dit à l'attelage : « A ce mot, le cocher change d'allure ; il sourit, salue du chapeau, part au grand trot, arrive à la principale entrée du château, tourne dans la cour d'honneur, et descend le marquis et sa fille à la grande porte, où ils sont reçus par une douzaine de valets qui les saluent jusqu'à terre.

Un huissier, tout habillé de noir, les conduit à l'escalier d'honneur. Leur fait traverser des galeries bordées de gens obscurs, et les met enfin en présence d'un gentilhomme petit et à cheveux blancs, en grande toilette — c'était le prince Metternich lui-même ! Ici, le marquis et sa fille deviennent extrêmes. Le marquis dit son nom tout bas, mais le prince qui est très-sour, se le fait répéter en souriant. Quand il l'eut entendu, il ne changea pas de contenance et resta, comme avant, calme et souriant ; puis, il ordonna à son valet de chambre de montrer les appartements et les caves du château à M. et à Mme de C... Ils admirèrent les trésors d'art qui ornent les appartements du château, et trouvèrent les caves brillamment illuminées d'un bout à l'autre.

Les visiteurs furent ensuite reconduits au grand salon, qu'ils trouvèrent cette fois plein d'hôtes plus illustres les uns que les autres ; lord Cowley était parmi eux. Le prince les engagea instamment à rester pour dîner, mais ils excusèrent de leur néglexé de voyage, prirent congé et repartirent dans la même voiture qui les avait amenés. A moitié du chemin de la station du chemin de fer, ils rencontrèrent le misérable véhicule qu'ils avaient dédaigné, se démenant, haletant, cahotant le long de la route ; leur cocher, qui en avait reçu l'ordre, arrêta ses chevaux et resta découvert jusqu'à ce que le cocher eut passé. L'un des messieurs qui traînaient l'effroyable cocher n'était ni plus ni moins que S. A. R. le prince de Galles.

Alors tout s'éclaircit. La voiture élégante qu'avait choisie le marquis de C... avait été envoyée par le prince de Metternich à la rencontre du prince de Galles, qui avait dû se contenter de l'ordinaire saxon de l'ouage.

Ce qu'il y eut dans ce quiproquo de plus remarquable, ce fut l'attitude du prince de Metternich, qui devint tout de suite le premier coup d'œil, mais qui comprit aussi qu'il avait devant lui un gentilhomme et une jeune dame dans une position embarrassante, et résolut de leur épargner cet embarras ; sans montrer la plus légère contrariété, il leur fit les honneurs de sa maison comme à des invités, comme au futur roi d'Angleterre lui-même, et bien que le futur roi d'Angleterre lui-même fût la victime de l'erreur.

Bourse du 10 octobre.

	Hausse.	Baisse.
3 0/0 au comptant.....	66 85	30 ..
— Fin courant.....	67 ..	25 ..
4 1/2 au comptant. Fermé à.....	90 50	.. 10
— Fin du mois.....	90 75	.. 10

Les Consolidés sont arrivés aujourd'hui avec une amélioration sensible à 89 1/8 et 89 1/4 la première fois, et à 89 1/8 la seconde fois ; ces deux cours étaient ceux de la liquidation, laquelle a lieu, ce mois-ci, le 10 novembre à Londres. Le report à la liquidation prochaine est de 3/8, ce qui établit le taux moyen annuel entre 10 et 11 0/0. En un mot, l'argent est relativement plus facile à la Bourse que dans le commerce.

L'élévation du taux de l'escompte à 10 0/0 a produit peu de sensation sur le marché anglais. On s'y attendait, et cette mesure semble de nature, selon beaucoup de spéculateurs, à frapper un coup définitif sur la crise. L'opinion des négociants est loin d'être la même. On redoute de nouvelles faillites. Déjà toutes les branches de commerce sont sans activité depuis deux mois. On redoute qu'elles ne soient complètement paralysées par le taux à 10 0/0.

On a reçu des nouvelles de New-York du 28 octobre. A cette date, la situation financière restait à peu près la même. On attendait de fortes quantités d'espèces métalliques des diverses places de l'Europe, et l'on donnait l'assurance de ces prochains envois comme base d'une amélioration. Le change continuait à être fort bas. Quant aux sommes reçues d'Amérique, à Liverpool, par le dernier paquebot, elles sont insignifiantes.

La Bourse de France n'a pris aucune mesure relative à l'élévation du taux de l'escompte.

Notre Bourse a été bonne. Le 3 0/0, ouvert à 66 85 c'est-à-dire en hausse de 10 centimes sur la clôture d'hier, s'est tenu, pendant la première moitié du marché, aux environs de ce cours. Vers deux heures, il y a eu une forte impulsion de hausse qui a porté le rente de 66 85 à 67 15, et le Crédit mobilier de 767 50 à 780 ; mais cette activité a peu duré : l'on est retombé au-dessous de 67 fr., à 66 90, et l'on finit à 67 francs à terme, en hausse de 25 centimes sur hier, et à 66 85 au comptant, en hausse de 35 centimes sur le premier cours coté.

Les actions du Crédit mobilier ont oscillé entre 765 et 780, et finissent à 777 50 à terme, et à 780 au comptant, avec 10 fr. d'amélioration.

Les chemins étaient mieux tenus. Il y avait beaucoup de fermeté sur les actions d'Orléans, de Lyon, du Nord et d'Autrichien. Le Midi, l'Ouest et l'Est restent, sans peu d'affaires, aux environs des cours d'hier. Le Genève, le Sarde et le Béziens continuent de faiblir.

An comptant, les chemins sont en hausse, l'influence de la baisse des derniers instants de la Bourse n'ayant pu s'exercer sur ce marché. L'Orléans finit à 1273 75, en hausse de 3 75 ; de Nord nouveau, sans variation, à 717 50 ; l'Est, en hausse de 7 50, à 625 ; le Lyon ancien, en hausse de 5 fr., à 810 ; le Lyon nouveau, sans variation à 800 ; le Nord ancien et le Midi ont fléchi de 1 25.

Sur le marché industriel, les offres étaient nombreuses en François-Joseph, tombé de 456 25 à 450. On négociait les Saragosse à 427 50, et les Lombards à 570, comme hier. Les petites valeurs étaient améliorées. Les Voitures faisaient 55, les Rivières. Les Messageries ont encore baissé, à 595. — A. Crampon.

FAITS DIVERS.

Par décret du 30 octobre, ont été nommés :
A un emploi de capitaine, — 18^e régiment d'infanterie de ligne : M. D'Anterchès, lieutenant-colonel du 13^e de ligne.

A un emploi de lieutenant-colonel, — 13^e de ligne. M. Villeneuve, major du 1^{er} régiment de zouaves.

Par arrêté du 2 novembre, sont autorisés à se faire suppléer, pendant le cours de la présente année scolaire, les professeurs titulaires de la Faculté des Lettres de Paris dont les noms suivent :

1^{er} M. Le Cler, professeur d'éloquence latine, par M. Berger, agrégé de la Faculté des lettres de Paris, maître de conférences à l'Ecole Normale supérieure.

2^o M. Rousseau-St-Hilaire, professeur d'histoire ancienne, par M. Hign, docteur ès lettres, agrégé de la Faculté.

3^o M. Nisard, professeur d'éloquence française, par M. Demogot, docteur ès lettres, agrégé de la Faculté, professeur de rhétorique au lycée Saint-Louis.

— On écrit de Berlin :
« La santé du Roi s'améliore de jour en jour, et la cour se transporter la semaine prochaine à Charlottenbourg. On arrange pour cela l'ancienne route par le Grunewald. Le prince de Prusse établira en même temps sa résidence à Berlin.

— On lit dans le Court journal :

« L'anniversaire de la naissance de la princesse royale sera célébré cette année avec plus de solennité que de coutume, le 21 courant, tant à cause de son mariage prochain, que pour indiquer que la princesse est entrée dans sa 18^e année, l'âge auquel les membres de la famille royale atteignent leur majorité. Le prince Frédéric-Guillaume assistera à cette fête qui sera très-brillante.

« La cérémonie du mariage aura lieu dans la chapelle royale ; on suivra le mode adopté au mariage de la reine avec le prince époux. La cour quittera Windsor au commencement de janvier pour résider au palais de Buckingham ; après le mariage, les époux passeront une semaine au château de Windsor, et ils reviendront en ville recevoir les félicitations de la cour à l'occasion de leur mariage. Ces arrangements pourront être modifiés suivant la santé du Roi de Prusse.

— On lit dans la Bourse de Vienne :

« C'est à tort qu'on a annoncé que la commission des Etats riverains du Danube, qui siège à Vienne, avait terminé ses travaux et que le règlement de la navigation du Danube n'attendait plus que la ratification des puissances intéressées. Il suffit pour prouver combien cette nouvelle est anticipée, de rappeler que plusieurs membres de la commission, tels que les commissaires bavarois et valaques, ont fait d'assez longues absences de Vienne et qu'ils sont à peine de retour. Encore la commission n'est-elle pas complète, puisque le commissaire serbe vient de partir pour Belgrade où il a été nommé sénateur.

— Une dépêche de Malte, 6 novembre, publiée dans la 2^e édition du Times, porte :

« Le butchman, venant d'Angleterre, avec un détachement du corps royal du génie, était arrivé le 31 octobre à Alexandrie, et le jour suivant les troupes étaient parties pour Suez, où des arrangements avaient été pris pour les loger à bord du Peninsular et de la houque à charbon Zenobia, appartenant à la Compagnie péninsulaire et Orientale, jusqu'à l'arrivée de l'Hindostan et du Pottinger. Ceux qui étaient venus par l'Australian, qui est arrivé à Alexandrie le 25 octobre, continuent de rester à bord, attendant la nouvelle de l'arrivée de l'Emma à Suez. Si ce dernier navire n'arrivait pas d'ici à peu de temps, l'agent de la Compagnie péninsulaire et orientale espérait les faire partir par l'Hindostan et le Pottinger.

— On écrit de Woolwich, 8 novembre, au Morning Post :

« Le reste du corps considérable d'artillerie qui avait reçu l'ordre de partir pour l'Inde, se rendra dans le cours de la présente semaine à sa destination. Deux compagnies iront par la route de terre avec un régiment d'infanterie et une grande quantité de cartouches et de gargousses préparées dans l'arsenal royal. Trois compagnies qui restent s'embarqueront à bord de l'Indomptable, à Woolwich, et d'un bâtiment à vapeur à hécia, à Gravesend. Cinq cent quarante caisses de cartouches enveloppées dans de la toile goudronnée ont été hier expédiées de l'arsenal royal à Southampton, pour être transportées dans l'Inde par la route de terre.

— On écrit de Reims que l'ouverture du Concile provincial, qui doit se tenir dans cette ville, est prorogée ; elle n'aura lieu que dans deux ou trois semaines.

— Si elle devenait veuve..., peut-être tout ne serait point perdu....

— Monsieur mon neveu, reprit l'étudiant, il m'est avis que lorsqu'on n'est séparé d'une femme que par un mari qui fait la guerre, on n'en est pas plus loin que si l'on avait entre elle et vous l'épaisseur d'un cheveu.... et comme il faut admettre toutes les hypothèses....

— Eh bien ?

— Eh bien ! il est toujours bon de prendre les devants et ses précautions.

— Je ne vous comprends pas... mon oncle.

— Ecoutez, vous allez comprendre....

Un sourire astucieux glissa alors sur les lèvres du gros Melchior.

— Je n'ai jamais été amoureux et me suis toujours tenu loin des femmes, reprit-il, ayant entendu dire que les femmes n'aiment point les hommes qui boivent et passent leur vie à la taverne ; mais il est des circonstances où la théorie dépasse la pratique en expérience, et je crois être très-savant en matière de sentiments. Donc, je vais vous faire toucher du doigt, monsieur mon neveu, ce que j'entends par des précautions à prendre.

— Voyons ? dit Frantz intrigué.

— Raisonons.... vous allez à Paris ?

— Sans doute.

— Vous êtes porteur d'une lettre de S. A. R. pour Mme la Palatine ?

— Oui.

— Donc, vous arriverez jusqu'à elle....

— Oui, murmura encore Frantz, rempli d'émotion à la pensée qu'il allait la revoir.

— Eh bien ! la princesse vous reconnaîtra....

Frantz frissonna de tous ses membres. Il n'avait point songé à cela.

— Un imbécile, poursuivit Melchior, s'imaginait, j'en suis certain, qu'en revoyant l'homme qui a tenté de l'enlever et d'obtenir son amour par la force, une femme se montre pleine d'indignation....

— Mon Dieu ! balbutia Frantz, peut-être qu'elle me fera chasser....

Melchior haussa les épaules :

— Allons donc ! dit-il. Jamais une femme n'a fait chasser l'homme qui l'aime... fut-elle reine et

lui vilain !

— Vous croyez ? demanda Frantz avec timidité.

— La princesse, continua Melchior, vous reconnaîtra, et sera touchée de voir que vous avez bravé tant de périls pour la retrouver....

Mais, j'en reviens à mon raisonnement. Ecoutez-moi bien, monsieur mon neveu....

— Je vous écoute, mon oncle, murmura Frantz, tout frémissant d'émotion.

— Vous arrivez jusqu'à Mme la Palatine ; elle en est touchée. Loin de vous trahir, elle protège, au contraire, votre incognito, et, sous le prétexte que vous êtes Allemand, et qu'elle aime ceux qui lui rappellent sa langue maternelle et son pays natal, elle vous admet dans son intimité. Alors, monsieur mon neveu, quand on est jeune, bien tourné et beau cavalier comme vous....

— Mon oncle, supplia Frantz, au nom du ciel, taisez-vous, je deviendrais fou.

— Bon ! pensa Melchior, il me devine à demi-mot.

Et il reprit tout haut :

— Donc, par un de ces hasards bizarres de la guerre, par une de ces fatalités du sort, S. A. R. Monsieur vient de mourir. La princesse se trouve veuve.... alors elle se souvient de Heidelberg, de notre verté Allemande et de tous ceux qui l'aimaient....

Comprenez-vous, monsieur mon neveu ?

Frantz tremblait de tous ses membres, et il vacillait sur sa selle comme un cavalier pris de vin, tandis que Melchior continuait son œuvre de tentation.

La revoir ! lui parler ! être admis auprès d'elle et dans son intimité... et puis, dans le gristère lointain de l'avenir, cette perspective que lui laissait entrevoir Melchior de la mort du seul homme qui la séparait d'elle....

Mais, à cette dernière pensée, le cœur de Frantz qui jusque-là palpitait d'émotion, cessait tout à coup de battre ; son sang se figeait dans ses veines, et il se souvenait de ce prince noble et charmant, au sourire un peu triste, au fier et doux regard à la fois, qui lui avait tendu la main, et dont il osait soulever le trépas....

Mais le gros Melchior n'était plus gris ; sa langue parlait d'or, en ce moment ; il employait toutes les ressources de son éloquence universitaire, toutes les finesses de son esprit, toutes les élégances du langage pour achever de séduire Frantz et de l'amener à envisager, sans pâlir, sans éprouver la moindre émotion, le cas où, parvenu jusqu'à Mme la Palatine, il viendrait à lui plaire, et n'aurait plus alors qu'à attendre un heureux événement, comme la mort de Monsieur, par exemple.

Tout en causant, les deux voyageurs avaient chevauché pendant deux heures, et le soleil montait radieux à l'horizon lorsqu'ils atteignirent une petite bourgade située sur la frontière française.

Melchior, qui avait le regard perçant lorsqu'il s'agissait de découvrir une hôtellerie, Melchior étendit sa main dans la direction d'une grande maison en briques, à laquelle pendant la traditionnelle branche de houx.

— Halte ! dit-il à Frantz.

— Déjà ? fit le jeune homme.

— Monsieur mon neveu, répondit Melchior, souvenez-vous que celui qui veut voyager loin doit ménager sa monture,

— Mais nous avons fait six lieues à peine....

— Raison de plus pour laisser souffler les chevaux.

Et Melchior, mettant pied à terre à la porte de l'hôtellerie, cria :

— Holà ! le tavernier, holà !

Un homme presque aussi gros, presque aussi jofouffu que Melchior accourut prendre la bride et salua jusqu'à terre.

Frantz et Melchior étaient richement vêtus et ils avaient une longue rapière au côté et des pistolets dans leurs fontes.

Leurs beaux habits et leurs rapières se cotisaient à merveille pour leur attirer du respect, ni plus ni moins qu'à un évêque.

Melchior regarda Frantz et fit clapper sa langue :

— Je mangerais bien quelque chose, dit-il, et je boirais un verre de vin à la rigueur.

— Votre Seigneurie m'excusera, répondit l'hôtelier, mais je n'ai ici que de la bière.

Melchior poussa un cri d'indignation.

— Nous ne sommes donc pas en France, s'écria-t-il.

— Pas encore !

— Et... est-elle loin la France ?

— A deux portées de mousquet.

— C'est bien, dit Melchior. Bonsoir, en ce cas. Et il remonta à cheval.

— Que faites-vous donc, mon oncle, demanda Frantz étonné.

— Vous le voyez, monsieur mon neveu, répondit Melchior avec la dignité d'un homme offensé, je remonte à cheval....

— Mais vous vouliez vous arrêter....

— Je ne m'arrête point dans une bicoque où l'on ne boit que de la bière, dussé-je mourir de soif.

Et Melchior poussa son cheval et le mit au galop, laissant le cabaretier frappé de stupeur sur le pas de sa porte.

Frantz le suivit.

Ils galopèrent environ une heure encore, atteignant un second village et s'arrêtèrent à la porte d'une autre hôtellerie.

Cette fois, Melchior ne descendit point de cheval prématurément.

— Holà ! l'hôtelier, cria-t-il.

Ce ne fut point un hôtelier, mais bien une hôtelière qui répondit à l'appel.

Une petite femme jolie encore, bien prise et jouissant de ce léger embonpoint qui est le résultat de la seconde jeunesse, et fait son apparition d'ordinaire entre trente et quarante ans, se montra sur le seuil.

— Bonjour, messeigneurs, dit-elle. Que désirez-vous ?

— Hé ! hé ! murmura Melchior, elle est jolie la cabaretière. Avez-vous du vin, madame ?

— On voit bien, répondit-elle, que vos seigneuries ne sont pas de ce pays....

Melchior frissonna.

— Encore une bicoque ! murmura-t-il.

— Je suis pourtant bien connue de tous les

— Son Em. Mgr le cardinal de Donat, archevêque de Lyon et de Vienne, vient d'adresser à MM. les curés et à tous les membres de son diocèse une lettre-circulaire, datée du 5 novembre, pour ordonner une quête, dans toutes les paroisses, en faveur des ouvriers en soie de Lyon et de Saint-Etienne.

Une commission sera formée à Lyon pour la distribution du produit de cette quête. Elle se composera de cinq curés de la ville, auxquels les cinq maires de Lyon seront priés de s'adjointre, et sera présidée par Mgr l'archevêque ou l'un de ses vicaires généraux.

— Le clergé du diocèse de Châlons vient de perdre un de ses membres les plus vénérables, M. Garnier, curé de la ville de Vitry-le-François (Marne), mort à l'âge de 92 ans. Hôte de la Pologne, de 1792 à 1815, premier vicaire à Saint-Thomas-Aquin, de 1815 à 1823; nommé, en 1823, à la cure de Vitry, il gouverna vingt-quatre ans cette grande paroisse où il laisse d'universels regrets.

— Hier, à deux heures, la bénédiction des cloches de l'église Sainte-Clothilde a été faite par S. Em. le cardinal archevêque de Paris.

Une foule nombreuse s'était réunie devant l'église à cet effet. Contrairement à l'usage habituel, il n'y avait ni parrain ni marraine. Après les prières du Rituel, Mgr le cardinal archevêque a oint et béni chaque cloche, et a ensuite donné sa bénédiction aux assistants.

— Versements reçus par la caisse d'épargne de Paris les dimanche 8 et lundi 9 novembre de 6,622 déposants, dont 844 nouveaux, 625,747 fr.

Remboursements effectués la semaine dernière à 889 déposants, dont 524 solaires, 234,490 fr. 68 c.

Rentes achetées à la demande des déposants pendant la même semaine, pour un capital de 54,574 fr. 95 c.

Le nouveau tarif des voitures de place, affiché hier dans Paris, n'est, à peu de chose près, qu'un retour vers l'ancien.

Cette ordonnance, datée du 7 novembre, est motivée, est-il dit dans les considérants, par la nécessité de faire cesser les réclamations auxquelles donne lieu le tarif nouveau par heure et fraction d'heure, lequel, bien qu'établi sur des bases équitables et rationnelles, contrarie les habitudes du public.

La réforme consiste tout simplement à rétablir le tarif ancien, prix de la course et de l'heure, tels qu'ils étaient avant le 1^{er} septembre, de six heures du matin à minuit et de minuit à six heures du matin, tant dans Paris qu'en dehors des fortifications; l'heureuse innovation introduite dans le tarif du 1^{er} septembre, et qui appliquait au bois de Boulogne la taxe de Paris, n'est même pas maintenue. On a conservé seulement quelques prescriptions relatives à la rapidité de la marche, au pour-boire des cochers, que ceux-ci ne peuvent exiger en aucun cas, et aux bagages, qui paieront dix centimes par colis.

— Aujourd'hui, M. de Bonnefoy, juge d'instruction au tribunal de la Seine, assisté de M. Descoitres, substitut du procureur impérial et du docteur Tessier, s'est transporté à Choisy-le-Roi pour y continuer les recherches auxquelles donne lieu la découverte que nous avons rapportée hier.

Le *Moniteur du Loiret* donne sur l'état du cadavre les détails suivants dont il garantit l'exactitude : « La tête avait été tranchée et était absente. Les jambes avaient été repliées sur le tronc et serrées contre le thorax, de manière à faire entrer facilement le cadavre dans la petite barrique. Mais, comme les pieds dépassaient sans doute la longueur nécessaire, ils avaient été coupés, comme la tête, et sont également absents.

« Ce n'est pas tout. Dans le but d'atténuer sans doute la violence des émanations putrides, la victime avait été recouverte d'une parure de fleurs, et les fleurs, en outre, avaient été placées sur le visage. Pour ce qui est des pieds, ils avaient été coupés, comme la tête, et sont également absents.

« Ce n'est pas tout. Dans le but d'atténuer sans doute la violence des émanations putrides, la victime avait été recouverte d'une parure de fleurs, et les fleurs, en outre, avaient été placées sur le visage. Pour ce qui est des pieds, ils avaient été coupés, comme la tête, et sont également absents.

« Ce n'est pas tout. Dans le but d'atténuer sans doute la violence des émanations putrides, la victime avait été recouverte d'une parure de fleurs, et les fleurs, en outre, avaient été placées sur le visage. Pour ce qui est des pieds, ils avaient été coupés, comme la tête, et sont également absents.

« Ce n'est pas tout. Dans le but d'atténuer sans doute la violence des émanations putrides, la victime avait été recouverte d'une parure de fleurs, et les fleurs, en outre, avaient été placées sur le visage. Pour ce qui est des pieds, ils avaient été coupés, comme la tête, et sont également absents.

« Ce n'est pas tout. Dans le but d'atténuer sans doute la violence des émanations putrides, la victime avait été recouverte d'une parure de fleurs, et les fleurs, en outre, avaient été placées sur le visage. Pour ce qui est des pieds, ils avaient été coupés, comme la tête, et sont également absents.

« Ce n'est pas tout. Dans le but d'atténuer sans doute la violence des émanations putrides, la victime avait été recouverte d'une parure de fleurs, et les fleurs, en outre, avaient été placées sur le visage. Pour ce qui est des pieds, ils avaient été coupés, comme la tête, et sont également absents.

« Ce n'est pas tout. Dans le but d'atténuer sans doute la violence des émanations putrides, la victime avait été recouverte d'une parure de fleurs, et les fleurs, en outre, avaient été placées sur le visage. Pour ce qui est des pieds, ils avaient été coupés, comme la tête, et sont également absents.

« Ce n'est pas tout. Dans le but d'atténuer sans doute la violence des émanations putrides, la victime avait été recouverte d'une parure de fleurs, et les fleurs, en outre, avaient été placées sur le visage. Pour ce qui est des pieds, ils avaient été coupés, comme la tête, et sont également absents.

« Ce n'est pas tout. Dans le but d'atténuer sans doute la violence des émanations putrides, la victime avait été recouverte d'une parure de fleurs, et les fleurs, en outre, avaient été placées sur le visage. Pour ce qui est des pieds, ils avaient été coupés, comme la tête, et sont également absents.

« Ce n'est pas tout. Dans le but d'atténuer sans doute la violence des émanations putrides, la victime avait été recouverte d'une parure de fleurs, et les fleurs, en outre, avaient été placées sur le visage. Pour ce qui est des pieds, ils avaient été coupés, comme la tête, et sont également absents.

« Ce n'est pas tout. Dans le but d'atténuer sans doute la violence des émanations putrides, la victime avait été recouverte d'une parure de fleurs, et les fleurs, en outre, avaient été placées sur le visage. Pour ce qui est des pieds, ils avaient été coupés, comme la tête, et sont également absents.

« Ce n'est pas tout. Dans le but d'atténuer sans doute la violence des émanations putrides, la victime avait été recouverte d'une parure de fleurs, et les fleurs, en outre, avaient été placées sur le visage. Pour ce qui est des pieds, ils avaient été coupés, comme la tête, et sont également absents.

« Ce n'est pas tout. Dans le but d'atténuer sans doute la violence des émanations putrides, la victime avait été recouverte d'une parure de fleurs, et les fleurs, en outre, avaient été placées sur le visage. Pour ce qui est des pieds, ils avaient été coupés, comme la tête, et sont également absents.

« Ce n'est pas tout. Dans le but d'atténuer sans doute la violence des émanations putrides, la victime avait été recouverte d'une parure de fleurs, et les fleurs, en outre, avaient été placées sur le visage. Pour ce qui est des pieds, ils avaient été coupés, comme la tête, et sont également absents.

« Ce n'est pas tout. Dans le but d'atténuer sans doute la violence des émanations putrides, la victime avait été recouverte d'une parure de fleurs, et les fleurs, en outre, avaient été placées sur le visage. Pour ce qui est des pieds, ils avaient été coupés, comme la tête, et sont également absents.

« Ce n'est pas tout. Dans le but d'atténuer sans doute la violence des émanations putrides, la victime avait été recouverte d'une parure de fleurs, et les fleurs, en outre, avaient été placées sur le visage. Pour ce qui est des pieds, ils avaient été coupés, comme la tête, et sont également absents.

« Ce n'est pas tout. Dans le but d'atténuer sans doute la violence des émanations putrides, la victime avait été recouverte d'une parure de fleurs, et les fleurs, en outre, avaient été placées sur le visage. Pour ce qui est des pieds, ils avaient été coupés, comme la tête, et sont également absents.

« Ce n'est pas tout. Dans le but d'atténuer sans doute la violence des émanations putrides, la victime avait été recouverte d'une parure de fleurs, et les fleurs, en outre, avaient été placées sur le visage. Pour ce qui est des pieds, ils avaient été coupés, comme la tête, et sont également absents.

« Ce n'est pas tout. Dans le but d'atténuer sans doute la violence des émanations putrides, la victime avait été recouverte d'une parure de fleurs, et les fleurs, en outre, avaient été placées sur le visage. Pour ce qui est des pieds, ils avaient été coupés, comme la tête, et sont également absents.

« Ce n'est pas tout. Dans le but d'atténuer sans doute la violence des émanations putrides, la victime avait été recouverte d'une parure de fleurs, et les fleurs, en outre, avaient été placées sur le visage. Pour ce qui est des pieds, ils avaient été coupés, comme la tête, et sont également absents.

« Ce n'est pas tout. Dans le but d'atténuer sans doute la violence des émanations putrides, la victime avait été recouverte d'une parure de fleurs, et les fleurs, en outre, avaient été placées sur le visage. Pour ce qui est des pieds, ils avaient été coupés, comme la tête, et sont également absents.

« Ce n'est pas tout. Dans le but d'atténuer sans doute la violence des émanations putrides, la victime avait été recouverte d'une parure de fleurs, et les fleurs, en outre, avaient été placées sur le visage. Pour ce qui est des pieds, ils avaient été coupés, comme la tête, et sont également absents.

« Ce n'est pas tout. Dans le but d'atténuer sans doute la violence des émanations putrides, la victime avait été recouverte d'une parure de fleurs, et les fleurs, en outre, avaient été placées sur le visage. Pour ce qui est des pieds, ils avaient été coupés, comme la tête, et sont également absents.

« Ce n'est pas tout. Dans le but d'atténuer sans doute la violence des émanations putrides, la victime avait été recouverte d'une parure de fleurs, et les fleurs, en outre, avaient été placées sur le visage. Pour ce qui est des pieds, ils avaient été coupés, comme la tête, et sont également absents.

« Ce n'est pas tout. Dans le but d'atténuer sans doute la violence des émanations putrides, la victime avait été recouverte d'une parure de fleurs, et les fleurs, en outre, avaient été placées sur le visage. Pour ce qui est des pieds, ils avaient été coupés, comme la tête, et sont également absents.

« Ce n'est pas tout. Dans le but d'atténuer sans doute la violence des émanations putrides, la victime avait été recouverte d'une parure de fleurs, et les fleurs, en outre, avaient été placées sur le visage. Pour ce qui est des pieds, ils avaient été coupés, comme la tête, et sont également absents.

il a été l'objet, dimanche dernier, de la part de M. Paul-Auguste Dupont :

« Nous avons été hier, sur la place Michel-Montaigne, l'objet d'une agression brutale et tellement soudaine, qu'il nous a été impossible de l'éviter ou de la repousser.

« Profitant du moment où nous tournions le dos à l'alleo où se trouvait la foule des promeneurs, ayant à notre bras gauche M. Matignon et à notre main droite notre enfant, faisant ainsi face à la musique, qui préludait à son troisième morceau, M. Paul-Auguste Dupont s'est approché de nous par derrière, puis tournant le groupe que nous formions et levant le bras sur le visage même de Mme Matignon, nous a frappé d'un violent coup de canne sur le dos de la main gauche.

« L'émotion causée par cet acte de sauvagerie brutale, qui semblait devoir rendre impossible la présence d'une femme, celle d'un enfant, le lieu, la position désavantageuse où nous nous trouvions pour repousser l'agresseur, a été profonde. Quant à nous, nous en sommes à nous demander comment nous avons eu assez de sang-froid pour ne riposter ni par un mot, ni par une action, sans penser, sans doute, qu'une pareille infamie était suffisamment punie par la publicité même que son auteur avait voulu lui donner.

« M. le procureur impérial a fait immédiatement rechercher M. Paul-Auguste Dupont, et le soir, au moment où nous rentrions à notre domicile, M. le commissaire de police s'est présenté à nous, au nom du parquet, pour recueillir les premiers renseignements sur cette déplorable affaire.

« On lit dans le *Courier de Lyon* :

« Avant-hier soir, un homme d'une cinquantaine d'années brisant d'un coup de poing la vitrine d'un restaurateur des Brotteaux et s'emparant d'une pièce de viande froide, qu'il cachait, en fuyant sous sa blouse. Le restaurateur se mit à la poursuite de cet individu, qu'il atteignit au coin de la rue Servient. Celui-ci, se jetant à ses genoux, le supplia de ne pas le perdre, alléguant pour excuse la misère où il se trouvait, et s'offrant de conduire à son domicile celui qui venait ainsi de le déposséder.

« Arrivé chez le coupable, le traître trouva couché sur un misérable grabat dénué de tout, même de draps et de couvertures, une malheureuse femme d'une quarantaine d'années et paraissant en proie aux souffrances d'une opiatine malade.

« Saisi de compassion à la vue de tant de misère, l'estimable industriel, au lieu d'user de son droit rigoureux en livrant à la police son voleur de circonstance, laissa quelques secours au couple malheureux. Peu de temps après, sa femme apporta quelques objets de literie à la malade. Lui-même se livra à d'actives démarches pour la faire recevoir à l'hôtel-Dieu. En attendant, et pour que le mari ne restât pas sans moyen d'existence, il le prit comme garçon dans son propre établissement. De tels faits peuvent se passer d'éloges.

« Le *Mémorial de l'Allier* nous donne sur Petetot, dont nous avons rapporté il y a peu de jours la condamnation, les détails suivants :

« Depuis sa condamnation à mort, Petetot est resté le même homme, froid, impassible, déterminé, prêt à tout. Il ne s'est pas démenté un seul instant et a conservé sans la moindre altération, le calme et la maîtrise de son esprit. Il ne lui a pas échappé une seule parole qui ne fût pleine de sens et de mesure.

« Petetot s'attendait à mourir, et il en a pris son parti avec tout le calme, tout le sang-froid qu'il a mis dans la perpétration de son crime. On peut me citer quand on voudra, dit-il, le cas de son père, son oncle, son grand-père, qui ont été exécutés, mais moi, je n'ai rien de tout cela. Je suis seul, et je meurs seul.

« Son défenseur est allé le trouver dans la prison pour l'engager à se pourvoir en cassation avant l'expiration des trois jours fixés par la loi.

« — A quel bon ? a-t-il dit, dans quel but ? Pour voir ma peine changée en celle des travaux forcés ? Je n'en veux pas ; j'aime mieux mourir sur l'échafaud que de pourrir au bagne ; oui, j'aime mieux qu'on coupe le cou, aujourd'hui, demain, quand on voudra.

« — Mais enfin, a dit le défenseur, vous tenez bien encore à la vie ! et si vous avez des sentiments religieux, vous devez désirer de vivre encore, afin d'avoir plus de temps pour vous repentir.

« — Oh ! si on veut me renvoyer chez moi, avec mon argent, c'est autre chose.

« Hâlé à cette détermination calculée, Petetot a refusé jusqu'au bout de se pourvoir contre l'arrêt de la cour d'assises qui le condamne à la peine de mort.

« C'est là un fait presque inouï dans les annales judiciaires, inouï, étrange comme le caractère de ce vieillard qui reste à ce point maître de sa volonté et de ses impressions.

« Les habitants du Périgord avaient exprimé le vœu que le gouvernement autorisât la culture du tabac dans le département de la Dordogne, dont le sol offre toutes les conditions désirables de succès. Le gouvernement vient de prendre ce vœu en sérieuse considération. Le ministre des finances se dispose à autoriser des essais de culture du tabac dans ce département, à la condition qu'il prendra l'engagement de fournir, dans un délai de trois ans, une production annuelle de 500,000 kil.

« On lit dans l'*Echo rochelais* :

« Un phénomène, aussi rare pour nos contrées que désastreux dans ses effets, est venu jeter avec l'épouvante la dévastation dans plusieurs communes de nos environs, entre autres, Saint-Vivien et Thaurès. Vendredi dernier, vers six heures du matin, une trombe d'eau d'un volume considérable s'est rompue au-dessus de ces communes avec un fracas assourdissant, et en moins de dix minutes, les eaux étaient montées à plus d'un mètre 50 dans toutes les habitations, pénétrant par toutes les issues avec violence, abattant les murs de clôture, inondant les chaux remplies de vin, noyant les bêtes dans les écuries, emportant les meubles de grains et de paille, et ravageant les terres nouvellement ensemencées. Tels sont les premiers renseignements que nous avons recueillis sur ce désastre.

« Les travaux de l'embranchement du chemin de fer de Saint-Valéry qui traverse un bras de mer de la baie de Somme, touchent à leur terme. Une grande partie de la ligne est établie sur deux digues en remblai qui occupent les bords de la mer et les grèves, et les deux tiers de la partie la plus remarquable du travail est celle du railway flottant, c'est-à-dire la ligne, large de 1,370 mètres ; on y a établi un pont en charpente formé de 1,068 poutres divisées en 296 arches de 5 mètres de largeur chacune. On pense que la voie pourra être livrée à la circulation au mois de juin prochain.

« L'élevation de ce barrage, sur un point où la marée jette encore une grande quantité d'eau, a pu se faire sans apporter une certaine perturbation dans la partie navigable de la baie ; on redoute que l'ensablement ne gagne le port de Saint-Valéry, si intéressante pour le commerce de ces contrées. Une commission supérieure s'est, dit-on, réunie, et un ingénieur des ponts et chaussées aurait produit un plan d'ensemble d'après lequel on utiliserait les trois tiers de la baie, et on en relèverait par un système de docks et de bassins communiquant par la rivière de Somme avec la navigation intérieure.

« Les travaux du chemin de fer de Paris à Cherbourg sont poussés avec une grande activité sur toute la section qui reste à faire entre cette dernière ville et Caen. La Compagnie compte la livrer à la circulation l'été prochain, au plus tard au mois de septembre. Ainsi se trouvera reliée avec la capitale de la France son port militaire le plus important.

« La Compagnie profite pour les autres lignes de la faculté qui a été accordée par le gouvernement de ralentir les travaux. C'est ainsi que s'arrêtent les opérations de Lisieux à Honfleur, elle bornera ses opérations au percement du souterrain d'Hebert, et une des entreprises du reste les plus considérables et les plus difficiles que l'on puisse rencontrer dans la construction d'un chemin de fer à cause de la masse d'eau que l'on trouve dans les fouilles.

« Sur la ligne de Meziou au Mans les opérations sont à peu près entièrement suspendues.

« Un fait singulier, dont nous garantissons, dit l'*Ere impériale* de Tarbes, l'exactitude, s'est passé à Bagnères, il y a quelques jours, dans une des dépendances du moulin situé sur les bords de l'Adour, et appartenant à M. C.

« Un âne et un chien, qui vivaient ensemble dans le moulin, s'étaient pris de vive amitié ; ils étaient tous deux une grande graille voisine, lorsque arrive un autre chien, suivi de son maître. Bataille entre les deux chiens ; celui du moulin allait succomber sous les coups de son terrible adversaire, mais l'âne, qui était resté jusque-là tranquille spectateur du combat, se précipite tout d'un coup dans la mêlée, et avec un admirable discernement, il accable l'animal étranger de telles ruades, qu'il le réduit à prendre la fuite au plus tôt. Ce n'est qu'un grand peigne que le propriétaire lui-même de ce der-

nier a pu échapper à la fureur de l'âne qui s'était tourné contre lui, après la disparition du chien.

« On lit dans le *Phare de Cherbourg* du 8 :

« La division navale russe du capitaine de vaisseau Kournetzoff, qui se rend de Cronstadt dans les mers de l'Asie orientale, est aujourd'hui mouillée sur la rade de Cherbourg. Un de ses navires y avait jeté l'ancre le 3 novembre au soir ; les autres y sont arrivés jeudi 5, vers les onze heures du matin.

« Cette division, de 6 bâtiments à vapeur, se compose de 3 corvettes de 180 chevaux et de 10 canons : la *Bojarine*, commandant Grevintz, le *Novick*, commandant Stail, le *Vesodca*, commandant Brumer, et de 3 clippers de 120 chevaux et de 6 canons : le *Djivig*, commandant Maydel, le *Plastouna*, commandant Matskivil, le *Sredok*, commandant Pheodorovitch.

« Ces corvettes ayant chacune 152 hommes d'équipage, et les clippers 120 hommes, les 6 navires de la division réunissent donc un personnel de 843 hommes, et une force matérielle de 48 canons et de 800 chevaux-vapeur.

« Un septième bâtiment russe, mais qui ne fait pas partie de cette division, quoiqu'il se rende dans les mêmes parages, est attendu au large de Cherbourg, c'est la *Levadia*, à vapeur, de 300 chevaux, de 46 canons, commandée par le capitaine de 1^{re} classe Oumkowsky, et ayant 476 hommes d'équipage, officiers compris.

« Un autre navire de guerre étranger, la corvette brésilienne d'instruction le *Marinhiero*, commandant Torres y Alvim, est venu mouiller sur notre rade le 4 novembre, dans l'après-midi. Cette corvette-école a 15 canons, et une équipage de 163 hommes. Elle a quitté Rio Janeiro, il y a neuf mois. Après avoir visité les principaux ports de la Méditerranée, le *Marinhiero* s'est rendu à Brest, puis à Plymouth, et enfin à Portsmouth, d'où il a fait voile pour Cherbourg. Ce bâtiment restera dans nos eaux jusqu'à la fin de ce mois. Il doit entrer au port militaire pour y subir des réparations et faire quelques réparations à sa carène. En quittant Cherbourg, le *Marinhiero* fera route directement pour Lisbonne.

« On lit dans les journaux d'Anvers, à la date du 8, que les deux dernières victimes du désastre de l'entrepôt venaient d'être trouvées. Ces deux cadavres, joints aux six autres qui ont été précédemment retirés des décombres, portent à huit le nombre total des victimes. Les travaux des mineurs se trouvent dès-lors terminés.

« L'*Echo d'Oran* rend compte d'une triple exécution capitale qui a eu lieu dans cette ville le 28 octobre.

« La femme Vicenta Lhorma, nos lecteurs s'en souviennent, pérorait, fut assaillie, le 5 mai dernier, dans un lieu désert, par cinq indigènes qui, après lui avoir fait subir les derniers outrages, massacrèrent sous ses yeux les deux fils et finirent par l'égorger. Les misérables s'étaient ensuite partagés les marchandises que cette malheureuse femme transportait à sa ferme.

« Un profond mystère régnait sur cet attentat et paraissait devoir protéger les assassins. Mais l'un d'eux, arrêté pour un autre affaire, fit à M. le chef de la police d'Oran des aveux qui amenèrent bientôt l'arrestation de ses quatre complices.

« Tous comparaissent, le 30 août dernier, devant la cour d'assises d'Oran, et la population a certainement gardé le souvenir des débats qui ont révélé toutes les circonstances vraiment abominables de ce crime. Les cinq assassins furent condamnés à mort.

« Cette peine fut commuée en faveur de deux des condamnés : Adda-ben-Amram-Ould-Sebah, dont les révélations avaient éclairé la justice, et Abd-el-Kader-ben-Mimoun, qui, à raison de son jeune âge, avait pu être entraîné par les autres.

« L'arrêt de mort a été exécuté le 28 octobre, à sept heures du matin. Au point du jour, la foule encombrant déjà les rues que devait parcourir le funèbre cortège et garnissant le lieu de l'exécution.

« Les trois condamnés, qui se nommaient Amar-Ben-Amadouch, Djilali-Ben-Hanny et Abd-el-Kader Ould-Drah, ont accueilli avec résignation la nouvelle de leur fin prochaine et subi sans se plaindre la fatale toilette. Pendant le long trajet de la prison civile au lieu de l'exécution, ces indigènes gardaient le silence. En montant les marches de l'échafaud, Amar-Ben-Amadouch s'est écrié : « Je demande pardon à Dieu du crime que j'ai commis. » Peu d'instants après, les trois coupables avaient expié leur crime.

« Le *Catolico* prétend que ces jours derniers Mazzini s'est trouvé à Gènes et qu'il a logé dans le voisinage de San-Girolamo, ou déjà à la loge d'autres fois. On croit que la police s'en doutait parce qu'on a vu rôder des agents de police dans ces parages, mais toutes leurs recherches ont été inutiles.

« On lit dans la *Iberia* :

« Le Portugal a l'intention de se mettre en communication par divers points avec l'Espagne. Outre le chemin de fer qui doit unir Oporto avec Vigo, dont les travaux commenceront bientôt, d'autres lignes vont être entreprises de Carreiro à Bendas-Nevas, de Bendas-Nevas à Évora, et d'Évora à Badajoz.

« On écrit de Belgrade, 2 novembre, à la *Gazette autrichienne* :

« Il paraît résulter de l'instruction suivie pour le complot de Servie, que ce complot avait des ramifications plus étendues qu'on ne le croyait d'abord. Le gouvernement désirerait ne pas impliquer dans les poursuites plus de personnes qu'il n'y a d'arrêtes jusqu'ici ; néanmoins, il a été impossible de ne pas arrêter l'éclatantiste qui, après avoir donné asile à l'individu gagé pour assassiner le prince, lui a fait jurer sur l'évangile qu'il accomplirait le meurtre et ne traitait aucun de ses complices.

« On écrit de Bolkenhagen, 25 octobre, à la *Gazette de Silésie* :

« Un crime épouvantable vient d'être commis par un jeune garçon de quinze ans. Dimanche dernier, à dix heures, trois enfants de M. Humer, élève, et deux enfants de M. Friche, bottier, jouaient ensemble dans le jardin de M. Friche. Le jeune H., connu par son mauvais caractère, s'associa à leurs jeux et leur persuada d'entrer dans un coffre déposé dans une maisonnette du jardin, qui servait au corbonnier à transporter ses marchandises à la foire. Les cinq enfants y consentirent à peine, mais ils s'y pressèrent tous, et les uns sur les autres, et en si grand nombre qu'ils entrèrent dans le coffre, et furent étouffés. Les deux enfants restés dehors, et qui s'étaient d'abord levés, puis leurs gémissements.

« Quand enfin leurs râles ont cessé et qu'il les a trouvés morts, il ouvre le coffre ; les enfants respiraient encore ; il referme le coffre, le verrouille et s'en va jouer au cerf-volant. Mais il fut vu en sortant du jardin se mesurer avec la main l'endroit où les enfants étaient entrés, et on en releva la disparition de leurs enfants, et leur désespoir quand, après de longues recherches, ils les trouvèrent dans le coffre.

« Un des enfants vivait encore, mais il ne tarda pas à rendre l'âme. Dénoncé par la petite fille qui l'avait vu sortir du jardin, le jeune H. a été accusé de crime avec le plus grand sang-froid et sans manifester aucun repentir. Les autres victimes, un garçon et deux enfants, ont été enterrés à la nuit, sans qu'on ait pu les identifier ensemble aujourd'hui.

« On lit dans la *France d'Orient* du 31 octobre :

« Hier matin, un Français nommé Jansenne a été victime de brutales sauvages de la part de matelots d'un bâtiment de commerce turc.

« M. Jansenne est corroyeur de son état ; il a été chargé de la direction d'une tannerie fondée à Eyoub par un négociant français, M. Durand. Hier, il arrivait à l'une des échelles de Galata avec un caïque. L'échelle était alors complètement barrée par une embarcation de grande dimension. Le caïque accosta l'embarcation, et M. Jansenne sauta à terre en passant par l'embarcation turque. Un matelot lui asséna un coup d'aviron ; M. Jansenne eut la sagesse de ne pas engager de lutte ; il était sans armes.

« Alors débarqué huit ou dix individus, tous armés d'avirons, et ils se mirent à frapper M. Jansenne par suite de sa fuite et s'emparèrent d'un caïque. Là, il fut attenté à sa vie et à sa liberté. On le jeta à la mer, et on le laissa flotter sur son dos. On le ramassa à la hauteur de M. Jansenne, si un Grec, qui se trouvait là, ne l'eût poussé l'assassin et fait dévier la pierre. Les voisins se décidèrent à s'approcher et les matelots, craignant sans doute la venue de la police, s'empresèrent de prendre la fuite.

« M. Jansenne, malgré de graves contusions sur toutes les parties du corps, put se traîner jusqu'au comptoir de son patron. Sur sa déclaration, on se

rendit en toute hâte à l'échelle d'Esqui-Jagh-Capan, d'où les matelots partirent précipitamment. Un caïque les suivit, et on apprit ainsi qu'ils appartenaient à un bâtiment turc mouillé près de la douane.

« Une plainte régulière a été déposée à la chancellerie de France, et le ministre de la marine a dû être informé de ces actes odieux. Nous espérons qu'un sévère exemple sera donné.

« Il y a quelques jours, dit le *Morning Post*, M. Edmonds, propriétaire d'une ménagerie, acheta un jeune tigre de dix huit mois, et prodigieusement gros, à un M. Jamrach, qui importa des bêtes sauvages. L'animal fut placé dans une tanière séparée par un fort compartiment de celle qu'occupait un lion âgé de sept ans, que M. Edmonds avait, il y a quelques années, acheté 300 liv. st. Lundi matin, les employés de la ménagerie étaient occupés à déjeuner, lorsqu'ils entendirent tout à coup un bruit et des hurlements effroyables.

« Le tigre avait abattu le compartiment avec ses terribles griffes dont il s'était servi comme d'un redoutable bélier ; il s'était rué avec fureur sur le lion, et, après un combat acharné, l'avait réduit à l'état de carcasse. M. Edmonds et ses gens n'avaient pu, naturellement, rester spectateurs de la lutte dans laquelle il eût été pour eux trop dangereux d'intervenir, mais quand l'animal, par suite d'épuisement fut assailli, les renfermement dans une cage doublée en fer, où à l'avenir il sera soigneusement tenu.

« On lit dans le *Morning Chronicle* :

« Honneur au génie et à l'activité des Français ! Pendant que M. de Lesseps propose de faire traverser le désert par des navires, un autre Français, également homme de talent, demande à être autorisé à faire passer un chemin de fer sous la mer et à construire une station de chemin de fer et un dock pour la marine au milieu du canal entre l'Angleterre et la France.

« Avec de la patience et de la persévérance, M. de Gamond, aussi bien que M. de Lesseps, réussira. Les plans et dessins de ce travail remarquable ont été soumis à l'Empereur Napoléon III, l'Empereur, toujours désireux d'encourager et d'assurer la bonne alliance entre les deux pays, a exprimé tout son désir que cette œuvre fût accomplie. Notre gouvernement a nommé une commission de savants pour faire un rapport sur l'entreprise et ses chances de réussite.

« Le tunnel partira du voisinage de Douvres allant à Marquise, petit village à mi-chemin, entre Calais et Boulogne. Le point exact choisi sur la côte anglaise pour le commencement du tunnel, est à East-ware, entre Douvres et Folkestone. A mi-chemin, entre les deux côtes, est un immense banc de sable, désigné sous le nom de Varna ; à la marée basse, il n'y a pas plus de trente-neuf pieds d'eau ; on élèvera ce banc au niveau de la mer, et l'on y construira la station du chemin de fer et le dock dont nous parlons.

« On commencera le tunnel sous-marin à Douvres et à Calais, aux deux extrémités à la fois, afin de faciliter la construction. Le tunnel anglo-français, d'après les devis, ne doit pas coûter plus de 7 millions sterling (175,000,000 fr.). Rien n'étant impossible aujourd'hui, ardemment désiré que nous sommes de voir le bon vouloir continuer entre les deux pays, nous faisons des vœux pour le succès de l'entreprise de M. de Gamond.

« Le dernier membre de la famille de Washington, M. George Washington Parke Custis, est mort à sa maison de campagne, près d'Alexandrie, en Virginie.

« Des lettres de Pologne adressées à l'*Univers* donnent d'intéressants détails sur une grande solennité qui a eu lieu à Cracovie, dans la seconde moitié du mois d'août. On a célébré le 600^e anniversaire de la mort de saint Hyacinthe, disciple de saint Dominique et apôtre des pays russiens.

« La fête a été ouverte le 23 août, et a duré huit jours au milieu d'un concours extraordinaire de fidèles. Parmi les dignitaires de l'Eglise qui ont pris une part active dans cette solennité, on cite Mgr l'évêque du diocèse de Tarnow, Mgr Lentowski, et le chanoine Gradyzewicz, administrateur du diocèse de Cracovie.

« Après Rome, c'est Cracovie qui, proportionnellement et en regard à sa population, compte le plus d'églises et de couvents. Outre le chapitre de la cathédrale et le clergé séculier, on voit à Cracovie et dans les environs immédiats, les Camaldules, les Cléricaux, les Brémontrés, les Dominicains, les Franciscains des différentes observances, les Carmes, les chanoines de Saint-Jean-de-Latran, les Augustins, qui actuellement restaurent leur belle et antique église gothique, les Clarisses, les dames de Prémontré (on les appelle les Norbertines, on appelle les moines du même ordre les Norbertins), les Bénédictines, les Carmélites, les Visitandines, les
